

...TELLE EST LA LOGIQUE CAPITALISTE... MÊME «POPULAIRE!»...

Avec l'effondrement des cours de la Bourse, «*l'actionnariat ouvrier*» vient d'en prendre un sérieux coup.

A dire vrai, cela ne saurait étonner un «*archéo-syndicaliste*» de mon espèce.

Je n'ai jamais douté que le «*capitalisme populaire*» était, pour un travailleur, le plus sûr moyen de se faire dépouiller de ses maigres économies... Telle est la logique capitaliste!

Ainsi «*l'actionnariat ouvrier*», qui devait «*transformer le salariat*», a trouvé rapidement ses limites.

Mais voilà que, maintenant, on nous propose une autre version du «*capitalisme populaire*» tout aussi mystificatrice. Il s'agit de la «*gestion participative*» débouchant sur l'intéressement et l'individualisation des salaires. Selon M. Guillen, et si l'on en croit *Le Monde*: «*Pour éviter de revenir aux errements anciens de l'indexation, les augmentations générales de salaires doivent évoluer en fonction de critères économiques globaux et de la situation propre à chaque branche professionnelle et à chaque entreprise. Les performances individuelles doivent être prises en considération et le développement d'une politique individualisée doit être poursuivi. (...) Cette politique sera d'autant plus crédible, précise le vice-président du CNPF, qu'elle fera partie intégrante de la politique sociale de l'entreprise, qu'elle associera étroitement le personnel d'encadrement à sa mise en place et enfin qu'elle reposera sur une mesure objective de la performance individuelle*».

«*Les salariés doivent être associés aux résultats économiques de l'entreprise*».

Enfin, selon le CNPF: «*L'effet mobilisateur de l'intéressement dépend de la pertinence des modalités d'application de l'accord*».

Et le personnel «ne sera prêt à accepter son caractère variable», c'est-à-dire voir sa rémunération varier en plus ou en moins en fonction de l'arbitraire patronal, «*que s'il en perçoit réellement les mécanismes et les comprend*».

On retrouve là, mis au goût du jour et présenté comme une solution «*moderne*», le vieux fatras du «*catholicisme social*» expérimenté, avec le succès que l'on sait, notamment dans le Portugal de Salazar et l'Italie de Mussolini.

Mais M. Guillen et sa bande d'idéologues «*chrétiens de gauche*» regroupés dans la CFDT et dans le nouveau «*Parti socialiste*» issu du Congrès d'Épinay jouent les apprentis sorciers.

Ils devraient pourtant savoir que ce que veulent les travailleurs dans leur immense majorité, c'est le maintien individuel de leur pouvoir d'achat, garanti par des conventions et accords collectifs... Tout le reste n'est qu'illusion et poudre aux yeux, et on peut craindre que la politique du CNPF ne débouche sur des convulsions dont il est difficile de prévoir l'ampleur.

D'ores et déjà, on peut, sans risque de se tromper, affirmer qu'elle va dresser les travailleurs contre l'encadrement que le CNPF veut associer à sa mise en œuvre.

Cela étant, la 5^{ème} République nous apporte son lot quotidien de scandales vrais ou supposés. Outre le

côté sordide des mœurs politiques que révèlent certaines affaires, comme dit l'autre: *«pendant qu'on parle de ça on ne parle pas d'autre chose»*. Mais cela n'empêche pas certains, à droite ou à gauche, de nous conseiller imperturbablement de *«faire confiance à la justice de notre pays»*... Quelle justice?

Mais voilà qu'on nous annonce que le *«chômage aurait baissé»*... *«Plus le mensonge est gros plus il a de chance d'être cru»*. Chacun sait, ou devrait savoir que le nombre de chômeurs, c'est-à-dire des salariés privés d'emploi, ne cesse de croître, et que ce n'est que par un misérable artifice que l'on *«dégonfle»* non pas le nombre des chômeurs, mais les statistiques du chômage, ce qui est tout à fait autre chose. Au train où vont les choses, on ne tardera pas à décréter que tous ceux qui bénéficient d'une allocation Assedic ne sont plus considérés comme des chômeurs... Tartuffes, misérables Tartuffes.

Cela n'empêche pas patronat et gouvernement de poursuivre une politique qui a, depuis 1982, fait largement la preuve de sa nocivité. L'offensive contre la Sécurité sociale va se poursuivre. A propos de protection sociale, peut-être faudrait-il avoir le courage d'appeler un chat un chat et les cotisations sociales (les fameuses *«charges»* qui pèsent sur *«nos entreprises»*) tout bonnement du salaire différé.

Autrement dit, chaque fois que l'on exonère les entreprises du paiement de tout ou partie des *«charges sociales»*, c'est une diminution du salaire différé qui s'ajoute à celles déjà appliquées au salaire direct.

Décidément, si cela continue, M. Évain et avec lui toutes les bonnes âmes du *«tiers-mondisme»* vont finir par avoir raison: le niveau de vie des travailleurs français va être progressivement ramené à celui des *«coolies de Hong-Kong»*.

Mais cela peut-il continuer? On peut espérer que non, d'autant que chaque fois que les salaires baissent dans les pays *«développés»*, ceux des travailleurs surexploités des pays du tiers-monde baissent parallèlement. Telle est également la logique capitaliste!

Alors que faire? Eh bien! Tout simplement ce que le mouvement ouvrier organisé a toujours fait depuis qu'il existe : refuser la logique capitaliste, qui ne saurait être la nôtre, et en combattre les effets. Autrement dit, ne pas nous inscrire dans la politique consensuelle mystificatrice de la cohabitation et travailler inlassablement à créer les conditions d'un grand mouvement généralisé, seul susceptible de remettre les montres à l'heure.

De ce point de vue, on ne peut que souligner l'attitude courageuse du groupe FO au *Conseil économique et social*. Marcel Lalonde a raison: *«Il faut du courage pour ne point se complaire aujourd'hui dans un confortable consensus, facile, trompeur et dangereux»*.

Et, en attendant, renforcer la CGT-FO, seule confédération véritablement indépendante, notamment des partis et de l'État, en votant massivement pour ses candidats aux élections prud'homales du 9 décembre 1987.

Alexandre HÉBERT.
